

L'union sacrée de l'Etat et l'Eglise fait débat

Roumanie Le Premier ministre Ciolos a tenté en vain de limiter le lien entre la religion et l'Etat.

Les lieux de culte n'auront pas de budget alloué en 2016." L'annonce de Dacian Ciolos, Premier ministre technocrate, a claqué comme un coup de tonnerre en Roumanie, un pays à 89% orthodoxe. A peine la machine de la polémique s'est-elle mise en route que cette initiative échouera aussi rapidement qu'elle est née. Il n'aura pas fallu une journée avant que le patriarche Daniel ne décroche le combiné pour rappeler à l'ordre le chef de l'exécutif.

M. Ciolos n'a alors eu d'autre choix que de faire pénitence. Le 6 décembre, il s'empresse d'assurer qu'"une solution sera trouvée" et rappelle qu'une augmentation des salaires du personnel ecclésiastique est prévue. "C'est un exemple récent de l'énorme force de pression que possède l'Eglise. Cette passerelle semi-secrète semi-publique entre la politique et le religieux qui remonte à la révolution empêche un fonctionnement transparent des institutions", observe l'historien Eugen Ciurtin.

Sous le régime communiste, la religion était à peine tolérée par le dictateur Nicolae Ceausescu. Au lendemain de la révolution de 1989, "la démocratie devient donc synonyme de religion", constate l'anthropologue Vintila Mihailescu. Les nouvelles élites politiques se battent désormais pour le prix du "plus orthodoxe des orthodoxes". "La plupart étaient communistes donc supposés athées, mais ils ont d'un coup assumé une attitude servile à l'égard de l'Eglise", dénonce Remus Cernea, député indépendant.

La religion dans les campagnes politiques

Naturellement, toute campagne politique s'attache désormais à partir à la conquête des croyants. Les politiciens s'arrachent les faveurs des prêtres et la première place aux messes du dimanche. En 1996, lors du duel télévisé entre les candidats à la présidentielle, Emil Cons-

tantinescu demanda à son rival Ion Iliescu s'il croyait en Dieu. En 2014, le candidat à la présidentielle Victor Ponta joua la carte de la religion, dénonçant la foi protestante de son adversaire Klaus Iohannis. "Aucun politicien ne peut se permettre une réelle rupture entre l'Etat et l'Eglise. Si tu es suspecté de ne pas être un bon orthodoxe, cela affaiblit ton capital politique", observe M. Mihailescu.

Cette stratégie politique a ainsi porté au pinacle l'institution religieuse. Plus de deux mille lieux de culte ont vu le jour en Roumanie après 1989. Le portrait de Ceausescu, seul culte autorisé dans les classes avant la révolution, est remplacé par une croix et l'Eglise impose son influence sur l'éducation. "Jusqu'il y a un an, les élèves étaient inscrits automatiquement au cours de religion et il n'y avait pas d'alternative. Aussi, la théorie de l'évolution a été éliminée pendant longtemps. Si elle est évoquée aujourd'hui, les élèves sont confrontés aux créations de Dieu dès le début de leur scolarité", dénonce M. Cernea.

L'Eglise est également exemptée d'impôts et les prêtres reçoivent l'entièreté de leur salaire de l'Etat, si l'on exclut les pots-de-vin standards exigés des citoyens par les messagers du Seigneur pour toute cérémonie. "Le seul élément de laïcité en Roumanie est que le patriarche n'est pas Premier ministre. Sinon, l'Eglise a tous les avantages d'une Eglise d'Etat", ajoute le député.

"Des hôpitaux, pas des cathédrales!"

Mais dans un pays où les hôpitaux et les écoles se dégradent à vue d'œil, les millions d'euros accordés chaque année à l'Eglise passent mal. Et la construction d'une pharaonique cathédrale à Bucarest pour la coquette somme d'un milliard d'euros, selon les estimations de certaines ONG, ou de cent millions d'euros selon le

patriarcat, a de quoi faire jaser un peuple mis au régime de l'austérité. D'autant que le pays ne manque pas de lieux de culte. "La Roumanie possède 18 300 églises contre 425 hôpitaux", titraient plusieurs journaux début novembre.

Pour la presse et une partie de l'opinion publique, la santé a donc largement "perdu le match" face à la prière. Une réalité qui a éclaté au grand jour lors de l'incendie de la discothèque Colectiv (dont le bilan s'élève à 61 morts), qui a obligé l'Etat à envoyer des victimes dans d'autres pays européens pour leur assurer un traitement efficace.

Des milliers de Roumains s'insurgeant contre la politique pervertie et la corruption qui rongent le pays ont battu le pavé pendant des jours après ce drame. "Nous voulons des hôpitaux, pas des cathédrales", scandaient certains. "Les manifestants voient que l'Eglise dit parfois une chose et fait son contraire. Et

que la corruption est des fois liée aux hiérarchies religieuses", explique M. Ciurtin. De son côté, M. Mihailescu pointe la position initiale de l'Eglise à l'égard de cette tragédie qui a consisté "à dire que ces gens méritent leur sort car ils sont satanistes (le drame est survenu pendant un concert de rock, NdLR). Ajoutez-y les abus observés dans les églises, les comportements fastueux de certains prêtres et la révolution est spontanée."

L'indignation fut telle que le Premier ministre Victor Ponta a été contraint de démissionner. Mais le patriarche Daniel et l'institution orthodoxe n'ont rien perdu de leur influence, ni de leur pouvoir. Et, si des cendres de ce drame est né un gouvernement technocrate censé incarner les revendications de "la rue", la Roumanie semble encore loin de goûter au fruit défendu de la "laïcité à la française".

Maria Udrescu